

Discours de Benoît Gaillard et de Nicolas Turtschi lors du Dies  
academicus du 30 mai 2008

**Benoît Gaillard**

Madame la Conseillère d'Etat,  
Monsieur le Recteur, Madame la Vice-Rectrice, Messieurs les Vices-  
Recteurs,  
Mesdames, Messieurs,

Nous aurions voulu aujourd'hui dresser un bilan de l'année écoulée du point de vue des étudiantEs. Malheureusement, il aurait été similaire à celui que nous avons pu dresser les années précédentes. Ainsi, nous aurions déploré l'absence de progrès sur le front des bourses, la frilosité de la Confédération en matière de moyens pour la formation, les attaques incessantes contre l'égalité dans l'accès aux études ou la progression galopante des restrictions d'effectifs, numerus clausus et autres tests d'entrée. Ensuite, nous aurions pu dire tout haut ce que certains pensent de moins en moins bas : l'application du processus de Bologne entraîne exactement les effets que les organisations d'étudiantEs ont toujours annoncés. Le bachelor, loin d'être un titre intermédiaire d'accès au master, devient le moyen de produire des diplômés moins chers. La recette est finalement très simple : engager les étudiants après trois ans d'université, les former sur mesure pour les besoins de l'entreprise, et en profiter pour les payer un peu moins.

Alors que les directives de la Conférence universitaire suisse indiquent que les études de bachelor et de master forment un tout, le nouveau Secrétaire d'Etat à l'enseignement et à la recherche, M. Dell'Ambrogio, estime, lui, que, je cite : « L'objectif de la réforme de Bologne était de réduire la durée moyenne de la formation universitaire ». On mesure le chemin parcouru... vers l'arrière.

La somme des problèmes actuels du système de formation tertiaire laisse aisément apercevoir une logique d'ensemble et appelle une tentative d'analyse critique – nous nous excusons d'avance de pratiquer cet archaïsme, réflexe de vieil étudiant, reliquat de l'ancienne conception de l'université...

De manière générale, il semble que l'on conçoive toujours davantage la formation comme une affaire purement privée. La marchandisation de la formation n'est plus un épouvantail agité par les associations d'étudiantEs, elle est devenue une réalité. À en croire le discours dominant, il semble qu'il faille maintenant s'endetter pour sa formation, s'acheter, pour ainsi dire, un bachelor... à crédits. 180 ECTS pour trois ans, ce n'est pas cher

payé. Investisseurs, pensez à la prétendue seule matière première de la Suisse, la formation ! Marché déréglementé, rendements formidables ! Différentes études l'ont prouvé, la formation ne bénéficie de loin pas aux seules diplômées. Le niveau de formation global d'un pays est un indicateur fiable de ses perspectives économiques. Il semble donc normal que, plutôt que de chercher à reporter toujours plus les coûts de ladite formation sur les individus, au risque de favoriser une reproduction sociale par ailleurs contraire à toute conception de l'excellence, la société se charge de l'assurer et de la promouvoir. À écouter les sages qui pensent à notre place, Economiesuisse ou Secrétariat d'Etat, lorsqu'on évoque une université et une formation publique accessible sans obstacle financier, on parle en fait de monstres institutionnels tendant naturellement à la paresse, à l'inefficacité, au dépassement de budgets. Il paraît que ces universités-là, encore basées sur un principe désuet d'indépendance scientifique et financière de la sphère du savoir, n'accueillent que des étudiantEs fainéantEs, ne forment que des diplômées inefficaces, et ne paient que des professeurEs de piètre qualité. Pire, elles tentent de former des cerveaux pour réfléchir plutôt que des machines pour travailler, voyez le scandale !

### **Nicolas Turtschi**

Il est donc évident que la formation est un élément capital pour le développement d'un pays. La formation est une ressource. Au même titre qu'une autre. Et il est malheureux de constater que les instances économiques de ce pays, qui ont parfois la prétention de croire qu'elles le dirigent, ne conçoivent pas la formation de cette manière. De là à penser qu'elles n'en ont qu'une vision à très court terme de la formation, il n'y a qu'un pas. À croire qu'elles souhaitent raréfier la production de diplômés. Peut-être est-ce pour pouvoir augmenter leur prix sur le marché, en vertu de la vieille loi de l'offre et de la demande.

Nous aimerions que le monde politique soit davantage conscient de la réalité de la formation que le milieu économique. Malheureusement, les camps ne sont pas aussi clairement définis, et l'on ne peut opposer de gentilles politiciennes à de méchantes économistes (que l'on repère facilement à leur discours se réclamant d'une politique de formation « efficace »). C'est faux. Même par ceux qui se prétendent défenseurs d'une politique de formation, de quelque bord qu'ils/elles soient, les moyens destinés à promouvoir la qualité des études sont clairement sous-évalués. Nous ne reviendrons pas sur le logement, les bourses, ou les taxes cantonales. Vous savez probablement ce qu'il en est. Si tel n'est pas le cas, nous vous conseillons d'aller consulter les documents officiels d'aide aux étudiantEs, c'est édifiant de rigueur financière, et



*Fédération des associations d'étudiantEs de l'Université de Lausanne*

malheureusement effrayant. La réalité, celles que nous, étudiants et étudiantes, vivons au quotidien, est clairement méconnue. À tel point qu'il est nécessaire que les associations d'étudiantEs envisagent elles-mêmes comment résoudre les problèmes financiers importants que pose le simple fait de vouloir se former. Nous préférierions pouvoir nous concentrer sur les problèmes de formations, et autres incohérences de cursus. Nous sommes malheureusement contraints de créer un Fonds de Solidarité, afin d'aider ceux d'entre nous qui sont le plus dans le besoin.

Pour conclure, puisque j'ai l'honneur d'avoir le mot de la fin, au nom des étudiants et étudiantes de l'université de Lausanne, je citerai une phrase attribuée à tellement d'auteurs qu'elle peut rester anonyme, mais que nous aimerions bien entendre prononcée par M. Dell'Ambrogio. Elle nous semble d'une triste actualité pour la Suisse. La voici: « Si vous trouvez que la formation coûte cher, essayez l'ignorance. » Espérons que la Suisse aura conscience de n'avoir pas les moyens de se payer un essai !